

Cela ne signifie nullement qu'il ne s'y trouvera aucun facteur défavorable, ni que ces éléments défavorables ne tirent pas à conséquence. Mais cela signifie, en termes de comptabilité, que le bilan accuserait, dans l'ensemble, un surplus sensible du côté favorable. Notre économie est fonction de la situation mondiale. Tout ce que nous pouvons espérer, c'est d'avoir un surplus sensible du côté favorable, tout en faisant de notre mieux pour améliorer ce surplus et supprimer, dans la mesure du possible, les éléments défavorables qui entrent en ligne de compte dans l'établissement du bilan.

Le député et ses collègues auront encore l'occasion de nous renseigner d'une façon plus détaillée sur la politique financière et fiscale énergique qui éliminerait, à leur avis, les facteurs défavorables qui figurent maintenant dans la comptabilité mais permettent néanmoins d'accuser un solde favorable sensible.

L'amendement présenté exprime des regrets de ce que les conseillers de Son Excellence n'aient pas su conserver et étendre à l'étranger les débouchés pour la production du Canada, notamment notre blé et d'autres produits. Pour ce qui est du blé et des produits connexes, les ventes effectuées par le Canada sont proportionnellement plus élevées que celles de n'importe quel autre pays à l'exception de l'Argentine et de l'Australie. Nous avons vendu une proportion plus élevée de notre récolte que celle qu'ont pu écouler nos voisins du Sud; les chiffres indiquent qu'il y a eu effectivement amélioration par rapport à ce qu'il a été possible de vendre au cours des mois correspondants de l'année précédente. Nous serions reconnaissants envers l'honorable député, et envers n'importe quel de ses amis, s'il voulait bien nous dire ce que nous pouvons faire de plus pour développer nos débouchés à l'étranger pour notre production.

Il importe plus, à mon sens, pour la prospérité de l'économie canadienne, de prendre des mesures précises que de discuter à la Chambre qui a été l'initiateur de l'idée qui, à la lumière des événements ultérieurs, s'est révélée la bonne. Le bien véritable du pays est, ou devrait être, pour nous tous, d'un plus grand intérêt que l'avantage que peut tirer un parti politique en attribuant à celui-ci ou à celui-là la blâme ou les louanges.

Quoi qu'il en soit, je puis assurer à l'honorable député que, bien qu'il soit peut-être un peu exagéré de donner à entendre que toutes les réalisations dont nous sommes censés nous vanter sont attribuables à la pression exercée sur nous par des propositions émanant de l'autre côté de la Chambre, il n'en reste pas moins que nous ne serons que trop heureux d'accorder une sérieuse

considération à toute proposition pratique, quelle qu'en soit la source. Je puis ajouter, cependant, que les membres de notre parti ne sont pas disposés à convenir, à moins qu'on ne nous offre des arguments plus probants que ceux que nous avons entendus jusqu'ici, qu'une politique fortement protectionniste puisse nous aider à étendre nos marchés ou à remédier au chômage qui existe au sein de quelques-unes de nos industries.

L'honorable député s'est dit content de savoir que j'assisterai à une réunion des premiers ministres du Commonwealth à Londres; il a donné à entendre que je me chargeais personnellement du problème de l'accroissement de notre commerce avec le Royaume-Uni. En toute franchise, monsieur l'Orateur, je ne m'attends pas que sir Winston Churchill et moi-même, dans aucune des conversations que nous aurons, nous puissions espérer faire beaucoup pour faciliter les progrès du Royaume-Uni vers la convertibilité de sa monnaie, convertibilité qui sera nécessaire à toute expansion appréciable de son commerce avec le Canada. Ce ne sont pas des choses qu'on peut réaliser au moyen d'entente entre particuliers. Ce sont des choses qui doivent être le résultat du jeu de facteurs économiques qui dépendent d'une multiplicité de tendances déterminantes différentes. Après avoir assisté à un certain nombre de conférences et après avoir surveillé ce qui s'est passé par la suite, je suis convaincu qu'elles sont utiles et qu'elles servent à favoriser de meilleures relations commerciales. Cependant, on ne peut pas s'attendre à des résultats de ce genre du jour au lendemain après les conférences.

On regrette ensuite que les conseillers de Son Excellence n'aient pas pris les mesures nécessaires pour alléger le fardeau excessif d'impôts du contribuable canadien et, ainsi, permettre aux producteurs canadiens d'abaisser leurs frais de production et de faire face à une concurrence sans cesse croissante. Je dois dire que le barème et les taux d'impôts ont dû être élevés afin de permettre au Gouvernement de s'acquitter de ses obligations envers notre propre population et, comme conséquence des obligations contractées envers nos propres habitants, de faire sa part dans l'œuvre accomplie de concert avec nos alliés pour la sécurité des nations libres elles-mêmes. Je crois que je m'aventure sur un terrain dangereux et que je ne devrais pas chercher à faire des conjectures sur le programme fiscal qui conviendrait peut-être à un moment donné dans une situation qui pourrait être différente. Mais jusqu'ici, je suis convaincu que la population canadienne a été d'avis que c'était une bonne chose de